

Mairie de TAUVES

**NON OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE
DELIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

N° DP 063 426 24 00009

Demande déposée le 05/04/2024 et complétée le 14/05/2024

Par : Madame BLANCHET Pierrette

Demeurant à : 2 impasse de Bonnefont
63690 TAUVES

Sur un terrain sis à : 2 impasse de Bonnefont
63690 TAUVES
Référence(s) cadastrale(s) : 426 ZY 84
Superficie du terrain : 2939 m²

Nature des Travaux : L'installation de 2 abris démontables

Le Maire de la commune de TAUVES

VU la déclaration préalable présentée le 05/04/2024 par Madame BLANCHET Pierrette ;

VU l'objet de la déclaration :

- Pour l'installation de 2 abris démontables ;
- sur un terrain situé 2 impasse de Bonnefont 63690 TAUVES ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-1 et suivants ;

VU le Plan Local d'urbanisme (PLU) approuvé le 18/03/2005, révisé le 19/01/2010 et modifié le 19/10/2012 et le 14/04/2021 ;

VU l'affichage en mairie du 09/04/2024 ;

VU l'avis sans observation de l'architecte des Bâtiments de France en date du 11/04/2024 ;

Considérant l'article Udb6 du règlement du plan local d'urbanisme qui dispose que « implantation des constructions par rapport aux voies : Recul : les constructions, assimilables aux bâtiments, doivent être implantées avec un retrait minimum de 5 mètres par rapport à la limite des voies routières » ;

Considérant que les plans fournis ne permettent pas d'identifier la distance entre l'abri voiture situé au Nord du terrain et l'impasse Bonnefont ;

ARRÊTE

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition sous réserve de respecter les prescriptions émises en article 2.

Article 2 : L'abri voiture situé au Nord du terrain s'implantera à 5 mètres de la limite de la voie.

TAUVES, le 05 juin 2024

Le Maire,
Christophe SERRE



CERTIFIE EXECUTOIRE

Compte tenu

De l'envoi en Préfecture fait le :

De la notification faite le :

Affichage fait le :

} 6 juin 2024

NOTA BENE : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes d'urbanisme. Si tel était le cas, un avis d'imposition vous sera transmis ultérieurement par les services de l'Etat.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Durée de validité de la déclaration préalable : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme Le permis de construire, d'aménager ou de démolir est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification mentionnée à l'article R. 424-10 ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue.

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non-opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait : dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).